

**Conseil consultatif régional des Hauts-Bassins
sur les réformes politiques**

L'article 37 divise toujours



A la tribune officielle, Monsieur Bikienga dirige les travaux

Un moment de détente avant de reprendre les travaux

Ceux qui avaient imaginé joutes oratoires et batailles rangées pour le Conseil consultatif régional des Hauts bassins sur les réformes politiques, organisé à Bobo Dioulasso les 18 et 19 octobre, ont tout faux. Car s'il y a une chose dont on peut se réjouir, c'est bien l'ambiance sereine, courtoise et respectueuse qui y a régné. Cadre de dialogue, ces Assises ont permis à toutes les composantes de la société régionale de réfléchir sur l'avenir du Burkina Faso avec des propositions concrètes, qui permettront d'améliorer notre démocratie vieille de seulement vingt ans. De la constitution au développement de nos villes, en passant par

la politisation des coutumiers et religieux, la constitutionnalisation du quota genre, la restauration de l'Institut des peuples noirs, jusqu'aux élections au suffrage universel direct des conseillers régionaux, tous les participants - regroupés dans la majorité, l'opposition, la société civile, coutumiers et religieux -, ont exprimé leur position.

Tout comme au CCRP national de Ouagadougou en juin, on notera qu'il y a eu des points consensuels, d'autres non. Mais celui qui a divisé les participants et cristallisé les débats a été l'article 37 de la constitution : il stipule en effet que le président du Faso est élu au suffrage universel direct pour

un mandat de cinq ans, et rééligible une seule fois. Le parti au pouvoir tient mordicus à sa modification.

Ou à tout le moins à ce qu'il soit soumis à un referendum. Les autres (opposition, société civile, coutumiers et religieux, et même la mouvance présidentielle), rament à contre courant. Laquelle des deux positions permettra de préserver la paix sociale et d'éviter au pays des Hommes intègres une situation désastreuse que bien d'autres pays ont connue ? Seul l'avenir le dira.

La non participation à ces Assises du chef de file de l'opposition, M^o Benewendé Sankara, et des partis qui lui sont affiliés, ne s'ex-

plique-telle pas par le fait qu'il ne veut pas se rendre complice du charcutage de cet article ?

C'est certes son droit. Mais chacun a un rôle à jouer quand il s'agit de l'avenir d'une nation, de sa démocratie, quête permanente. La politique de la chaise vide n'a jamais payé, les Présidentielles de 1998 nous le rappellent. M^o Sankara rectifiera-t-il le tir ? La phase des Hauts-Bassins est close, les regards sont désormais tournés vers les prochaines Assises nationales.

Valentin YAMBAKOU DOUGOU
(Le Temps)